



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Jeunes

Question au Gouvernement n° 2231

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Charles Josselin.

M. Charles Josselin. Nous ferons justice de cette accusation d'absence en faisant la preuve que les socialistes étaient présents ! (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. Je vous en prie, mes chers collègues !

M. Charles Josselin. La conférence nationale pour l'emploi des jeunes, annoncée à grand bruit, a surtout été l'occasion de prendre à nouveau la mesure de la crise du chômage des jeunes et des effets désastreux qu'elle a pour eux-mêmes, pour leur famille, pour la société tout entière. Tous les participants - partenaires sociaux, élus, responsables étudiants - ont mis en évidence la relation entre précarité, pauvreté, violence, délinquance et suicide.

Par rapport à l'ampleur du problème, les mesures proposées sont, à l'évidence, insuffisantes. Elles reposent très largement sur une volonté patronale qui n'a jamais été au rendez-vous quand il s'agit d'emplois.

Où sur la mobilisation des collectivités territoriales qui, en raison du désengagement de l'État, n'en peuvent mais.

Certaines de ces mesures sont même susceptibles d'avoir des effets très pervers dans leur application. Il en va ainsi de l'annonce des 100 000 emplois ou stages pour les jeunes en chômage de longue durée car, déjà, on voit poindre la menace d'une mise à l'écart de 100 000 travailleurs plus âgés.

La stratégie du sapeur Camember - creuser un trou pour en boucher un autre - ne saurait tenir lieu de politique de l'emploi. Qu'avez-vous prévu pour nous en prémunir ? (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail et des affaires sociales.

M. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales. Monsieur Josselin, vous avez changé vous-même de stratégie. Vous étiez constructif le jour du sommet, et je rends hommage à votre présence ainsi qu'à celle des autres représentants des collectivités locales, et, aujourd'hui, vous avez choisi un registre négatif et destructif. Je le regrette car cela ne vous ressemble pas.

Je pense qu'il s'est passé quelque chose à la réunion nationale pour l'emploi des jeunes. Il y a eu un dialogue social d'une grande qualité, un engagement entre partenaires sociaux sur un objectif d'alternance de 400 000 jeunes, 70 000 de plus, il y a eu, avec la participation de tous, y compris des étudiants, l'idée qu'il fallait expérimenter dans le cadre de l'université des périodes d'expérience en entreprise, il y a eu l'offre d'une insertion personnalisée pour les 100 000 jeunes qui sont au chômage depuis plus d'un an, et l'annonce par le Gouvernement d'un soutien aux initiatives locales pour l'emploi. Tout cela est positif.

Il faut bien sûr passer à l'exécution et je ne crois pas que ce soit le moment de soulever toute une série d'arguties. Il s'agit de se mobiliser. Sur le terrain, vous êtes, comme nous tous, confrontés aux familles. Elles ne nous demandent pas si nous sommes de droite ou de gauche, elles nous demandent si nous voulons bien retrousser nos manches ! C'est cela le problème ! (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)

Texte de la réponse

M. le président. La parole est à M. Charles Josselin.

M. Charles Josselin. Nous ferons justice de cette accusation d'absence en faisant la preuve que les socialistes étaient présents ! (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. Je vous en prie, mes chers collègues !

M. Charles Josselin. La conférence nationale pour l'emploi des jeunes, annoncée à grand bruit, a surtout été l'occasion de prendre à nouveau la mesure de la crise du chômage des jeunes et des effets désastreux qu'elle a pour eux-mêmes, pour leur famille, pour la société tout entière. Tous les participants - partenaires sociaux, élus, responsables étudiants - ont mis en évidence la relation entre précarité, pauvreté, violence, délinquance et suicide.

Par rapport à l'ampleur du problème, les mesures proposées sont, à l'évidence, insuffisantes. Elles reposent très largement sur une volonté patronale qui n'a jamais été au rendez-vous quand il s'agit d'emplois.

Où sur la mobilisation des collectivités territoriales qui, en raison du désengagement de l'État, n'en peuvent mais.

Certaines de ces mesures sont même susceptibles d'avoir des effets très pervers dans leur application. Il en va ainsi de l'annonce des 100 000 emplois ou stages pour les jeunes en chômage de longue durée car, déjà, on voit poindre la menace d'une mise à l'écart de 100 000 travailleurs plus âgés.

La stratégie du sapeur Camember - creuser un trou pour en boucher un autre - ne saurait tenir lieu de politique de l'emploi. Qu'avez-vous prévu pour nous en prémunir ? (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail et des affaires sociales.

M. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales. Monsieur Josselin, vous avez changé vous-même de stratégie. Vous étiez constructif le jour du sommet, et je rends hommage à votre présence ainsi qu'à celle des autres représentants des collectivités locales, et, aujourd'hui, vous avez choisi un registre négatif et destructif. Je le regrette car cela ne vous ressemble pas.

Je pense qu'il s'est passé quelque chose à la réunion nationale pour l'emploi des jeunes. Il y a eu un dialogue social d'une grande qualité, un engagement entre partenaires sociaux sur un objectif d'alternance de 400 000 jeunes, 70 000 de plus, il y a eu, avec la participation de tous, y compris des étudiants, l'idée qu'il fallait expérimenter dans le cadre de l'université des périodes d'expérience en entreprise, il y a eu l'offre d'une insertion personnalisée pour les 100 000 jeunes qui sont au chômage depuis plus d'un an, et l'annonce par le Gouvernement d'un soutien aux initiatives locales pour l'emploi. Tout cela est positif.

Il faut bien sûr passer à l'exécution et je ne crois pas que ce soit le moment de soulever toute une série d'arguties. Il s'agit de se mobiliser. Sur le terrain, vous êtes, comme nous tous, confrontés aux familles. Elles ne nous demandent pas si nous sommes de droite ou de gauche, elles nous demandent si nous voulons bien retrousser nos manches ! C'est cela le problème ! (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)

Données clés

Auteur : [M. Josselin Charles](#)

Circonscription : - SOC

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2231

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : travail et affaires sociales

Ministère attributaire : travail et affaires sociales

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 février 1997, page 1057

Réponse publiée le : 19 février 1997, page 1057

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 19 février 1997